

L'ENTRETIEN

michel godet

Economiste, professeur au conservatoire national des arts et métiers, il donnera une conférence au Majestic à Vesoul le 1^{er} décembre.

“Un monde nouveau est en marche”

Connu pour son franc-parler, il se fait le défenseur d'une économie libérale, prône une meilleure efficacité de l'Etat et n'hésite pas à critiquer certaines lois qui pénalisent selon lui l'esprit d'entreprise et d'initiative. Voix très écoutée sur les scènes médiatique et politique, Michel Godet incarne un courant important de la pensée économique en France.



pourrait d'ailleurs être une première bonne nouvelle : il suffirait de remettre les Français au travail pour régénérer la création de richesses. La réalité est plus complexe.

Le coût du travail concentre-t-il l'essentiel des handicaps ?

Effectivement, ce coût trop élevé a pénalisé la compétitivité des entreprises, forcées, pour s'en sortir, d'automatiser et de délocaliser. 40 % de notre déficit industriel, devenu structurel depuis 2005, prend racine dans les échanges avec l'Allemagne où l'heure de travail dans l'industrie manufacturière est devenue inférieure à la nôtre en 2010 ; en 2000, elle était de 12 % supérieure. Pour l'ensemble de l'économie marchande, l'écart est encore plus marqué : le coût horaire du travail dans l'Hexagone est

Chaque nouvelle étude le confirme : les Français sont singulièrement pessimistes face à l'avenir. Or éveiller l'esprit d'entreprendre comme l'y exhorte votre essai exige des perspectives, un cadre encourageants. Et de la confiance...

La France est un géant de l'histoire passée qui peine à rentrer dans ses habits modernes de nain économique et politique. Nain qui, avec moins de 1 % de la population mondiale, croit encore influencer le monde et peser face au leadership américain. Le rêve de la construction européenne ne suffit plus à donner du sens et à justifier les politiques de convergence publiques. Il n'y a pas de précédent historique de constitution d'une monnaie sans épée. Le rêve prend des allures de cauchemar lorsque la double facilité de l'Euro fort et des taux d'intérêt faibles conduit l'Irlande, la Grèce, le Portugal et même la France à vivre au-dessus de leurs moyens.

La France a reculé par rapport à ses voisins. Le niveau de vie par habitant est désormais inférieur à la moyenne européenne alors qu'en 1990 il était de 10 % supérieur. Principale cause de ce déclin ? La France travaille l'équivalent de 88 jours par an et par habitant... soit trois semaines de moins que la moyenne communautaire. Ce

devenu supérieur de 11 % alors qu'il était inférieur de 7 % en 2000. Ainsi, le nombre d'entreprises françaises exportatrices a régressé. Le poids des charges qui affecte ce coût du travail provient pour l'essentiel du volume de la dépense publique, qui en France est de dix points supérieur à celui de l'Allemagne par rapport au PIB. L'enjeu prioritaire est de la réduire en améliorant son efficacité, sans pour autant diminuer les services au public. L'Etat et les collectivités territoriales exercent un rôle essentiel pour préparer le long terme dans des marchés ligotés à la rentabilité court-termiste.

Depuis 1980, le nombre de fonctionnaires territoriaux a bondi de 700 000. La responsabilité des élus est en cause : ils ne peuvent indéfiniment laisser - souvent par clientélisme - courir les dépenses, augmenter les impôts locaux, accroître la dette sans effets collatéraux sur l'économie. L'ensemble de la société française vit sous la perfusion du crédit et de l'emprunt. Résultat : la France est le seul pays de la zone euro où, depuis 2000, le revenu disponible brut des ménages a progressé plus vite que la richesse créée (PIB/habitant).

L'ENTRETIEN

Vous l'affirmez : le contexte international de crise est « porteur d'espoir et de bonnes nouvelles ». A quelles conditions cet espoir peut-il être exaucé ?

La France pessimiste dans une Europe vieillissante doit se rendre compte que partout ailleurs dans le monde on assiste à la poursuite d'une croissance sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Mon optimisme est fondé sur la lecture de l'histoire récente. Les Français oublient de mesurer le chemin parcouru au cours des dernières décennies, alors que le mot « crise » n'a cessé d'occuper les médias. Le niveau de vie par habitant a bondi de 50 % depuis 1980, et nous avons gagné cinq années d'espérance de vie. « Vous pleurez la bouche pleine », pourraient nous dire les contemporains de la première guerre mondiale. Et pour cause : depuis, l'espérance de vie a progressé de quarante-quatre ans et le niveau de vie a décuplé. D'autre part, la crise constitue un choc potentiellement porteur de réaction et de rebond de nature entrepreneuriale. L'état de la planète, l'obligation de proposer une riposte à sa dégradation et de nouveaux modes de vie, suscitent une prise de conscience et une volonté de contre-attaquer autant individuelles que collectives. Ne disait-on pas autrefois qu'une « bonne guerre » était le meilleur remède aux crises ? Et aujourd'hui, au nom d'un pays à reconstruire et d'un avenir à redessiner, ne sont-ce pas les pays en guerre qui produisent le niveau le plus élevé de fécondité ? La liberté prend du sens. Or qu'y-a-t-il de plus libérateur que d'entreprendre ?

Ces « bonnes nouvelles » reposent sur un postulat : plus rien ne peut être comme avant...

L'avenir n'est jamais écrit d'avance, il reste toujours à construire (ou à détruire). Tout dépend des hommes ; il n'y a pas de territoires condamnés, il n'y a que des territoires sans projets et sans hommes de qualité pour les porter. La première bonne nouvelle, c'est qu'un monde nouveau se prépare. Il est en marche, et ceux qui ne sauront ni s'y préparer, ni s'adapter à ses bouleversements, ni en être les acteurs, régresseront voire disparaîtront selon les lois darwiniennes de sélection et de différenciation des espèces.

Deuxième bonne nouvelle : il va falloir tout changer : nos habitudes, nos comportements, nos organisations, et relocaliser les productions parties au loin à la recherche des bas coûts. La double donne, inédite, du développement durable et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (RSE), stimulée par les incitations environnementales et les pressions médiatiques ou sociales, valident le schéma d'une relocalisation de la production et de la consommation. Proximité que la généralisation des TIC crédibilise.

La planète ne pourra pas durablement supporter un modèle de croissance fondé sur la consommation et la destruction de biens (les ressources énergétiques, halieutiques, etc.) au détriment des stocks patrimoniaux qui ne sont pas tous renouvelables à l'échelle des générations. Un nouveau partage des richesses, mais aussi des biens et des services, va s'imposer. La perspective d'une économie quaternaire fondée sur la fonctionnalité des biens (les services vendus incorporent des biens), avancée par Michèle Debonneuil et Nicolas Buclet, est à ce

titre révolutionnaire. La nouvelle donne énergétique et la nécessité d'un développement durable sont porteuses de contraintes pour tous et d'opportunités pour ceux qui sauront innover et répondre à des enjeux qui ne sont plus seulement ceux du marché, mais ceux de la planète. Habitat, organisation des modes de transport, des services publics et de l'aménagement des temps... Tout devra être repensé.

Enfin, dernière bonne nouvelle : nous sommes à l'aube d'une troisième vague d'innovations, indubitablement aussi forte que celles orchestrées à la Renaissance et à la Belle Époque. Seule différence : cette fois, la France ne sera plus dans le coup.

Les pouvoirs publics ne peuvent être trivialement réduits à un « mammouth » ou à un trop plein de fonctionnaires. Quel rôle doivent-ils être amenés à exercer pour ressusciter un environnement propice à innover, à prospérer, et donc à entreprendre ?

Les Français ne le savent pas encore, mais la fin de la récréation approche. Le patrimoine et la richesse accumulés ne seront bientôt plus suffisants pour continuer de vivre au-dessus de nos moyens. La crise financière n'a certes pas aidé : en 2010 le déficit public a été de 7 % du PIB quand la croissance plafonnait à 1,5 %. Déjà, le service de la dette est supérieur à la croissance ! Ce gaspillage est d'autant plus grave que ce déficit public devra être remboursé sur la croissance à venir... du même coup hypothéquée d'autant ! La vérité qu'il faudra bien dire aux Français est qu'ils ne pourront pas vivre indéfiniment en spoliant l'argent de leurs enfants. Ils devront travailler plus... pour simplement espérer ne pas gagner moins.

L'ampleur de cette situation démographique, économique, sociale et environnementale, réclame davantage d'action publique au service des citoyens et du long terme. Mais à une condition : ne pas confondre « service public » avec « statut public des agents qui le rendent ». Au nom de l'égalité de traitement des citoyens, la Suède est parvenue à supprimer le statut de fonctionnaires en attribuant à chacun un CDI et en réorganisant l'administration en agences de services publics. Cet exemple, qui rappelle qu'un service public a pour devoir non de faire le bonheur de ses agents mais de rendre service au public, doit être médité. Les pouvoirs publics doivent en premier lieu cesser de dresser des obstacles administratifs sur le chemin de ceux qui innoveront. Leur responsabilité est de favoriser les expérimentations et les transgressions...

Denis LAFAY

(Extraits de l'interview diffusée par « Acteurs de l'économie » pour Valeurs Économiques)

Lire le programme de la soirée consacrée à Michel Godet en page 23

Conférence au Majestic à Vesoul le 1^{er} décembre

« Il n'y a pas de territoires condamnés, il n'y a que des territoires sans projets et sans hommes de qualité pour les porter. »